

## LA CITOYENNETÉ EUROPÉENNE, ARTIFICE OU RÉALITÉ?

LIEVEN TAILLIE

**L**e point de vue d'Européens de nationalité Belge, à la lumière de l'expérience Belge de cohabitation entre les différentes Communautés en Belgique.

La réponse du Professeur Koen Raes qui enseigne à l'Université de Gand la philosophie du droit à cette question est sans équivoque et directe :

Toute forme de citoyenneté politique est toujours artificielle. En Europe, dans nos Etats, en Belgique et ailleurs.

Il ajoute que ceci ne doit pas être considéré comme un commentaire négatif. Car si l'on devrait se référer aux seuls sentiments spontanés du « nous » comme base de Communauté, idée souvent présente dans le communautarisme, il y aurait peu de place pour faire de la politique dans nos sociétés et on aurait de la peine à vivre ensemble dans le respect de la diversité.

Il est extrêmement important de se rappeler que le projet Européen nous a valu déjà plus de 50 ans sans guerres. Il nous prendra encore beaucoup de temps avant que l'Europe soit une, mais dans la mesure où l'Europe dirige dans les faits toujours davantage notre quotidien, je ne suis pas pessimiste. Nous avons en Belgique l'expérience des difficultés qu'amène le fait de cohabiter ensemble avec trois Communautés (Néerlandophone, Francophone et Germanophone) dans une même système politique que représente la Belgique. Nous sommes bien placés alors pour comprendre le défi extraordinaire de vivre ensemble avec 27 pays et d'essayer de créer une identité commune garant de paix et de prospérité!

Il est néanmoins très dubitatif sur la pratique qui organise les élections européennes selon des règles strictement nationales et sans un système électoral européen unifié. Il appelle aussi de ses vœux une élection directe de la Commission et de son Président. L'autorité de la Commission s'en trouverait, à son avis, considérablement renforcée. Il rejoint en ceci par le publicitaire Guillaume Vanderstichelen, cofondateur de Guillaume Duval, société de communication

Belge aujourd'hui intégrée dans le Groupe Publicis, qui pointe les faiblesses de la 'marque' Europe.

L'Europe rencontre à maints égards les mêmes problèmes que la Belgique, mais en plus grand, vu sa taille. En Belgique comme en Europe on n'obtient pas de résultats électoraux en prenant position en faveur de la Belgique ou de l'Europe. Les circonscriptions électorales ne sont pas Belges ou Européennes. Ils sont Flamands ou Wallons comme ils sont ailleurs en Europe Françaises, Italienne, Anglaises ou Roumaines, etc. Promouvoir l'idée Européenne n'amène pas de voix derrière un nom.

Ce que la population pense est une donnée éminemment subjective. Il importe de l'objectiver dans un cadre Européen et de créer une vraie circonscription Européenne. Guillaume Vanderstichelen poursuit : « Le nœud de tout ceci se trouve dans le système électoral. En démocratie on choisit ses gouvernants. Si, comme c'est le cas on ne peut pas choisir son premier ministre, on n'obtient pas l'adhésion du citoyen ». En effet la nomination du Premier Ministre en Belgique est le résultat de tractations entre les dirigeants des parties flamands et francophones, cautionné par le Roi. Résultat : il n'y a plus de vote « Belge ». En Flandre on ne peut pas voter pour un politicien francophone et vice versa. Pour l'Europe le parallèle est saisissant : le Président de la Commission est nommé suite à des tractations assez opaques entre les chefs d'Etat et de gouvernement. Doit-on s'étonner alors que la Belgique comme l'Europe peinent à obtenir l'enthousiasme de ses électeurs? Le vote de confiance devant le Parlement Européen ne change pas encore vraiment la donne. Ceci devrait changer quand le Traité de Lisbonne deviendra opérationnel. Tous nos interlocuteurs s'accordent à prévoir de meilleures perspectives pour la citoyenneté Européenne. Entre temps on doit constater à nouveau que les préparatifs aux prochaines élections pour le Parlement Européen peinent à mettre le débat européen au centre et sont plutôt sujet à mesurer les poids nationaux des candidats et non les idées européennes qu'ils peuvent

avoir. Doit-on alors s'étonner que l'on n'arrive pas à mobiliser le citoyen pour ses élections ? L'opportunité que pourrait offrir les élections européennes de rapprocher le citoyen de l'Europe par le débat sur des thèmes qui nous concernent tous en tant que citoyen Européen n'est pas ou pas assez saisie.

Poursuivons la logique de penser «Europe» comme marque. Un gourou des marques, David A. Aaker, indique quatre facteurs pour mesurer la valeur d'une marque.

En premier lieu, a-t-on conscience de ce que représente la marque ? Il est facile de constater autour de soi que la conscience de l'Europe institutionnelle n'est pas grande. Comme l'indiquent les Eurobaromètres le réflexe des citoyens reste de se confier en premier lieu à l'échelon national et la connaissance de l'Europe est très réduite. C'est ici qu'il faut placer le plaidoyer de nos interlocuteurs pour un Président qui assumerait le rôle d'un «Mister Europe» qui donnerait un visage humain à l'édifice Européen et se concentrerait surtout à communiquer sur cette Europe et ce qu'elle représente. Vanderstichelen fait la comparaison avec les élections de Miss Belgique. Elle ne représente strictement rien de solide, mais tout le monde en parle. Elle est commentée et suivie dans tous les médias à tous les niveaux et de nos jours c'est même un indicateur des questions sociétales qui captent l'attention des populations, telles que l'écologie et la solidarité.

Dans un passé récent Jacques Delors, Jean Monnet ou encore Léo Tindemans ont reçu spontanément le titre de Mr Europe. Il faut pourtant souligner que tous nos interlocuteurs sont aussi d'accord pour ne pas vouloir un Président superpuissant comme aux Etats-Unis. Ceci, estiment-ils, va à l'encontre de nos cultures et du projet Européen. Un biographe anglais a donné à Jean Monnet, père fondateur, le titre de premier homme d'état de l'interdépendance. L'histoire de l'Europe n'a été que succession de guerres et de volontés de s'imposer d'une puissance ou d'un homme sur les autres. La révolution du projet des Communautés Européennes initié avec celui de la CECA a été justement d'imposer une forme de «faire ensemble» dans un esprit d'égalité et de droit, consacrant l'interdépendance. Un rappel régulier de cette histoire, notre histoire, n'est pas vaine et peut aider à mieux positionner l'Europe à l'intérieur et l'extérieur de ses frontières auprès des populations.

En deuxième lieu Aaker dit qu'il faut s'interroger sur la manière dont est perçue la qualité de la marque. On connaît pour l'Europe le scepticisme ambiant qui gagne du terrain et tient le haut du pavé même si une majorité des citoyens continue d'apprécier l'Europe. Il est vrai qu'on n'arrive souvent plus à voir de manière claire les avantages de l'Europe et qu'on délaisse ainsi de nombreuses opportunités économiques, politiques, culturelles et sociales dans nos échanges avec les autres peuples à travers le monde, perdant ainsi de notre compétitivité par rapport à eux. La qualité du travail au niveau Européen est trop

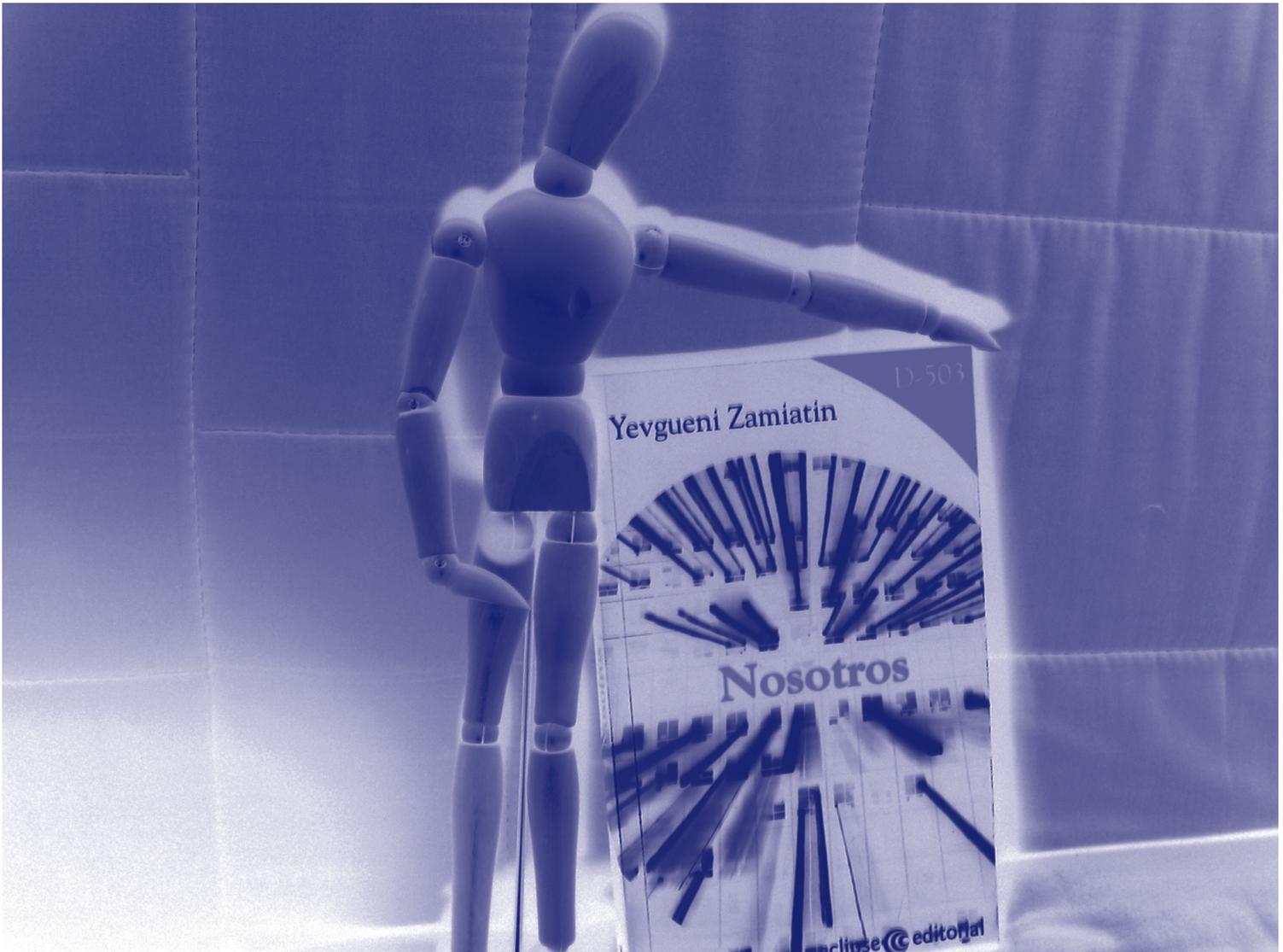
souvent occultée par la transposition dans les législations nationales. Le contact direct avec ce que permet une citoyenneté supranationale, la citoyenneté Européenne est réservée à trop peu de personnes. Le débat souhaité par les Eurosceptiques de Libertas pourrait avoir le résultat positif d'éclaircir le rôle positif de l'Europe. Pour l'instant, seuls ceux d'entre nous qui ont migrés vers les autres états ou ont eu à faire appel à des services diplomatiques d'autres pays européens que le leur pour obtenir assistance en pays tiers ont pu faire l'expérience direct de l'avantage d'être citoyen Européen. Les autres acquis comme celle de l'égalité homme femme, la sécurité des produits de consommation et de nombreux autres avantages ne sont pas spontanément associés à l'Europe tandis qu'elles y ont bien leur origine. A ce titre on doit espérer que nos hommes politiques oseront davantage apporter le message Européen à l'image du regretté Bronislaw Geremek, Parlementaire Européen et membre de l'Académie Européenne de Yuste, qui avait peu avant sa mort dans une intervention à Lausanne dans le cadre de sa fonction de Président de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, dit qu'

Il y a des tensions qui sont des tensions naturelles : tensions entre les aspirations de l'avenir et le poids du passé, entre l'intérêt national et l'intérêt européen, entre les petits pays et les grands pays, j'ajoute maintenant encore entre les nouveaux pays et les anciens pays membres de l'Union européenne. Mais quand même, l'idée de l'Europe comme société ouverte, l'idée de l'Europe que certains accusent d'exister sous le signe de Vénus, à ceux-là je pense que nous pouvons répondre avec fierté que cela veut dire que l'Europe est l'œuvre de la paix, qu'elle cherche, qu'elle est orgueilleuse même dans cette recherche de la force douce. C'est sur cette force douce que la démocratie, le respect des droits de l'homme, l'Etat de droit, que toute l'œuvre européenne a été construite.

Cette remarquable analyse ne manque pas de clarifier le pourquoi de l'Europe dans le monde d'aujourd'hui.

Une troisième référence donnée par Aaker tient précisément aux associations liées à une marque. Où se trouve la connexion entre le citoyen et l'Europe ? Elle existe de manière pratique et directe par l'Euro et c'est un succès, même si ce n'est pas encore la monnaie de tous les citoyens. Ici on n'a pas consulté les populations avant la première introduction. Mais sans doute auraient-ils donné une réponse émotionnelle et négative. Qui donc veut changer de monnaie ? Cela n'arrive que si l'on a des perspectives très claires d'un changement positif. C'est bien le dilemme : il faut le réaliser pour convaincre les Thomas incrédules que nous sommes tous. Cela montre aussi combien fragile est le projet révolutionnaire de l'Europe. Il faut donc, en bon Sisyphe, ne pas arrêter à répéter l'exercice de rendre plus transparents et clairs les défis communs où l'Europe est nécessaire et s'activer pour organiser le débat au niveau Européen. L'élection d'un Mr Europe pourrait obliger les candidats à clarifier le rôle de l'Europe et sa proximité d'avec les soucis des Européens qu'ils soient d'ordre économique,





écologique ou politique. Le professeur Raes verrait bien l'introduction d'un système de primaires comparable à ce qui se passe aux Etats-Unis. Tout en respectant les débats propres aux états on arriverait tout de même à avoir des candidats européens et un débat direct au niveau du continent.

En dernier lieu Aaker insiste sur la loyauté à la marque. Son conseil est clair : il faut renforcer l'intensité et la mesure de loyauté envers la marque dans tous les segments concernés. Ici on est au cœur du problème qui ronge le projet Européen. L'Europe est source de la majorité de notre réglementation, mais n'est pas perçue comme tel et si on en est conscient c'est souvent dans la négative. C'est ce que souligne le professeur Dirk Jacobs, politologue enseignant à l'Université Libre de Bruxelles.

Les citoyens ont très peu de vision sur ce qui est décidé au niveau Européen. Les directives sont à chaque fois traduites en législation nationale et l'Europe n'apparaît pas, sauf en tant que paratonnerre pour les politiciens qui l'utilisent pour faire passer des réformes intérieures souvent douloureuses mais aussi nécessaires. Il est révélateur que les états utilisent rarement ou pas du tout leur droit de veto et préfèrent communiquer en indiquant que l'Europe

les oblige à réformer. Cela renforce l'idée d'une prise de décision non démocratique et donne une mauvaise image de «Bruxelles». On peut ainsi comprendre le vote négatif lors des référenda non comme un vote contre l'Europe mais bien comme un vote contre la confusion qui règne dans la communication au niveau national et du fonctionnement de nos démocraties au niveau national.

Vu ainsi on peut avoir l'espoir de changer la donne et de trouver l'adhésion des citoyens par une communication plus citoyenne. L'évolution qui s'est accentuée suite aux référendums négatifs et qui impose plus à l'Europe de communiquer auprès des organismes de la société civile n'est alors pas une défaite mais un espoir. Les différents programmes citoyens en soutien aux initiatives des ONG pourront aider à l'intégration de l'Europe dans nos réflexions au quotidien. Si l'on arrive à ce que nos syndicats, nos associations et fondations professionnelles et culturelles participent activement au débat et soient les portes paroles de l'Europe elle sera d'autant plus citoyenne. Ces nouveaux acteurs devraient permettre de réaliser ensemble dans l'Union une Europe— force et non puissance, à l'image de la devise Belge « l'Union fait la force ».